

Activités juridiques : contentieux et recouvrement (fiche nationale)

RNCP40719 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128
Formacode(s)	13280, 13268, 13269, 13252
Code(s) ROME	K1902, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Les activités liées au contentieux et au recouvrement sont présentes dans une diversité de structures, telles que les PME, les grandes entreprises, les institutions financières, les cabinets d'avocats, ainsi que d'autres organisations publiques ou privées. Ces structures font face à des défis majeurs, notamment la gestion des créances impayées, la sécurisation de leur trésorerie et la gestion des risques financiers.

Dans ce contexte, la maîtrise des techniques de contentieux et de recouvrement est devenue indispensable pour garantir la stabilité et la pérennité des activités économiques. Les évolutions législatives, tant au niveau national qu'international, ainsi que la digitalisation des procédures, rendent nécessaire l'adaptation des pratiques. L'essor de l'intelligence artificielle (IA) dans l'analyse des risques, la prévision des comportements de paiement et l'automatisation des relances, requièrent de nouvelles compétences spécifiques pour répondre aux enjeux économiques et sociaux actuels.

Les titulaires de la Licence professionnelle « Activités juridiques : contentieux et recouvrement » sont spécialisés

dans des domaines clés comme la négociation amiable, le recouvrement forcé des créances et la gestion des conflits de lois.

ACTIVITÉS VISÉES

- Réception, lecture, analyse, traitement des dossiers contentieux ou de recouvrement
- Transmission d'une information au sein d'une structure
- Recherche documentaire nécessaire à l'analyse d'un problème juridique en droit interne et international
- Suivi de l'exécution des procédures sur les dossiers de recouvrement de créances dans un contexte de droit interne et de droit international
- Rédaction d'actes
- Analyse et synthèse des documents de nature juridique
- Préparation des dossiers et communication des informations aux parties prenantes
- Élaboration des dossiers de litiges
- Analyse des dossiers contentieux
- Mise en œuvre des procédures de recouvrement

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques

- Assurer une veille du droit des contrats, des voies d'exécution, et de droit international privé en utilisant les outils informatiques et bases de données de références juridiques
- Assurer un journal juridique en tenant compte de l'évolution des nouvelles réformes, dont le développement de réglementation liée à la transition écologique
- Exploiter des données juridiques à des fins d'analyse
- Rédiger des actes juridiques et des procédures
- Rédiger des notes de synthèse juridiques
- Accomplir des formalités procédurales (dépôt de documents, respect des délais, signature de formulaires officiels, ou encore obtention d'autorisations nécessaires)
- Collecter et traiter les informations et pièces nécessaires à la constitution du dossier
- Préparer des dossiers de contentieux, communiquer les informations aux parties prenantes et assurer le suivi des dossiers en veillant au respect des délais- Analyser des dossiers de recouvrement forcés en appliquant notamment les règles des - procédures civiles d'exécution
- Contribuer à la prévention des contentieux notamment grâce aux recours des modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)
- Traiter et gérer des dossiers contentieux complexes dans un contexte de droit interne et de droit international
- Évaluer la solvabilité du débiteur afin de déterminer les démarches ou procédures adaptées et de sécuriser la trésorerie
- Recouvrer une créance civile ou commerciale impayée
- Mener la relation client dans un cadre de recouvrement à la fois efficace, éthique et respectueux des obligations

légales

- Gérer le recouvrement des créances amiables en adoptant une communication écrite et/ou orale appropriée
- Contribuer à la négociation d'un recouvrement amiable d'un client étranger en anglais
- Traiter les dettes locatives et délivrer un congé dans le cadre d'un bail en faisant usage des procédures spécifiques de recouvrement
- Rédiger des actes de mise en demeure en français et en anglais
- Automatiser les processus et affiner les stratégies de recouvrement, en mobilisant les outils de l'intelligence artificielle avec discernement et en prenant en compte les enjeux éthiques et de sécurité

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national.

Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP40719BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC06 — Produire des documents juridiques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Assurer une veille du droit des contrats, des voies d'exécution, et de droit international privé en utilisant les outils informatiques et bases de données de références juridiques
- Assurer un journal juridique en tenant compte de l'évolution des nouvelles réformes, dont le développement de réglementation liée à la transition écologique
- Exploiter des données juridiques à des fins d'analyse
- Rédiger des actes juridiques et des procédures
- Rédiger des notes de synthèse juridiques
- Accomplir des formalités procédurales (dépôt de documents, respect des délais, signature de formulaires officiels, ou encore obtention d'autorisations nécessaires)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC07 — Gérer un dossier contentieux

LISTE DE COMPÉTENCES

- Collecter et traiter les informations et pièces nécessaires à la constitution du dossier
- Préparer des dossiers de contentieux, communiquer les informations aux parties prenantes et assurer le suivi des dossiers en veillant au respect des délais
- Analyser des dossiers de recouvrement forcés en appliquant notamment les règles des procédures civiles d'exécution
- Contribuer à la prévention des contentieux notamment grâce aux recours des modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)
- Traiter et gérer des dossiers contentieux complexes dans un contexte de droit interne et de droit international

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40719BC08 — Gérer un dossier de recouvrement

LISTE DE COMPÉTENCES

- Évaluer la solvabilité du débiteur afin de déterminer les démarches ou procédures adaptées et de sécuriser la trésorerie
- Recouvrer une créance civile ou commerciale impayée
- Mener la relation client dans un cadre de recouvrement à la fois efficace, éthique et respectueux des obligations légales
- Gérer le recouvrement des créances amiables en adoptant une communication écrite et/ou orale appropriée
- Contribuer à la négociation d'un recouvrement amiable d'un client étranger en anglais
- Traiter les dettes locatives et délivrer un congé dans le cadre d'un bail en faisant usage des procédures spécifiques de recouvrement

- Rédiger des actes de mise en demeure en français et en anglais
- Automatiser les processus et affiner les stratégies de recouvrement, en mobilisant les outils de l'intelligence artificielle avec discernement et en prenant en compte les enjeux éthiques et de sécurité

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- M 69.1 : Activités juridiques
- K : Activités financières et d'assurance
- S : Autres activités de service

Exemples de structures :

- Cabinet juridique
- Cabinet d'avocat
- Bailleur social, office habitat
- Société/cabinet de recouvrement de créances, associations spécialisées dans le recouvrement
- URSAFF
- Compagnie d'assurance
- Banque et établissement de crédit
- Cabinet d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires
- Tout service juridique, service contentieux/recouvrement

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Collaborateur juridique
- Chargé de recouvrement
- Gestionnaire en dette locative
- Secrétaire juridique
- Chargé en gestion des créances et en prévention des impayés
- Analyste crédit et risques

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle et/ou formation complémentaire, les diplômés pourront accéder à des postes de :

- Gestionnaire d'étude
- Juriste d'entreprise

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Code des procédures civiles d'exécution, Titre II, chapitre IV, articles R124-1 à R124-7 relatifs aux personnes chargées du recouvrement amiables des créances

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)

Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 604 €
Selon la branche	6 000 € – 8 328 €
Prise en charge	Branches concernées
7 604 €	Valeur par défaut · 207 branches
8 328 €	CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique
8 111 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 400 €	CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances
7 000 €	CPNEFP de l'enseignement privé indépendant
6 800 €	CPNE Banque
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2029
Date de dernière délivrance possible	31/12/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP30037

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-lille.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40719/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	9 600 €
Durée	1125 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2026 à 09/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).